

**La plateforme numérique "La France en commun" est lancée**  
(pp. 9, 10 et la vidéo de Fabien Roussel)

# COMMUNISTES

**17 septembre - 9, 10 octobre**

**Une priorité: Organiser la riposte à  
Macron dans l'action! (p. 4)**



## Vidéo

**Conférence de presse  
de Fabien Roussel**

**Présentation de la  
France en commun, la  
coopérative des idées**

L'AIR DU TEMPS

## Ils aiment la guerre

**L**a "Une" du *Figaro* est martiale. Gros plan sur un avion bombardier, gros titre sur la France qui réarme la Grèce. En pages intérieures (pp. 2, 3, 4, 5, 6), on se laisse aller à l'euphorie guerrière: maxi photo d'un navire de combat, experts qui alignent avec gourmandise les milliards de dépenses militaires prévues, cartes d'état-major. Les affaires reprennent, la guerre aussi. On se dit: ces gens aiment la guerre. C'est dans l'ADN de la réaction. En ces temps de célébration du centenaire communiste, on se flatte ici d'avoir été et d'être le parti de la paix. ★

**Gérard Streiff**

**SOUSCRIPTION 2020** (cliquez)

Je verse : ..... €

**"Donner les moyens  
au PCF d'intervenir"**

Chèque à l'ordre de "ANF PCF" : 2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

# JUPITER TOUCHÉ PAR LA FOUDRE:

Remontée du Coronavirus, taux de chômage à 10%,  
800 000 suppressions d'emplois, mouvement social...

etc...etc...



## LES RENDEZ-VOUS MILITANTS

**16 septembre** : Manif des sans-bahuts, inspection académique de Créteil (SOS Rentrée)

**16 septembre** : Meeting pour défendre les délégués syndicaux, Bourse du travail, Paris

**16 septembre 18 h 30** : Présentation du livre du centenaire *Libres comme l'art* et débat « la culture c'est la santé ! », 2 place du Colonel-Fabien (75019)

**17 septembre** : JOURNÉE DE MOBILISATION CONTRE LES MESURES RÉGRESSIVES DU GOUVERNEMENT

**17 septembre 7 h 35** : **FABIEN ROUSSEL SERA L'INVITÉ DES 4 VÉRITÉS SUR FRANCE 2**

**18-19 septembre** : Journée du patrimoine. Visite guidée gratuite de l'espace Niemeyer, place du Colonel-Fabien (75019)

**18 septembre** : Sortie culturelle « Louise Michel, Matricule 1327 », rens. fédé Oise

**18 septembre** : Solid'Art en présence de Fabien Roussel, Lille (59)

**18 septembre 15 h** : État des lieux du racisme en France et perspectives de lutte, 26 rue Jeanne-d'Arc, Perpignan (66)

**19 septembre 12 h** : Rentrée de la Fédé PCF du Morbihan à Baud

**19 septembre** : **MARCHE POUR LA PAIX**

**19 septembre** : Mobilisation contre l'urbanisation et la construction du centre Europacity, Triangle de Gonesse (95)

**19 septembre** : AG des communistes de Savoie (42)

**20 septembre** : 1<sup>er</sup> tour des élections législatives partielles (dans le 49, 68, 76, 78, 94, La Réunion)

**20 septembre 12 h 30** : Barbecue de soutien à l'Humanité, à Bollwiller (68)

**21 septembre** : **JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA PAIX**

**24 septembre 18 h 30** : Hommage à Lucien Sève, 2 place du Colonel-Fabien (75019)

**26 septembre 13 h** : Concours de boules stade Jean-Civier, Saint-Etienne (42)

**27 septembre** : Élections sénatoriales (concerne les départements du 01 au 36 et du 67 au 90, hors RP)

**1<sup>er</sup> octobre 18 h 30** : Vernissage exposition Le congrès de Tours, musée de l'Histoire vivante, Montreuil (93)

**2 octobre 9 h** : Procès de Vincenzo Vecchi, tribunal d'Angers (49)

**2-3 octobre** : Vive la Sécu ! (75<sup>e</sup> anniversaire), Bourse du travail, Saint Étienne (42)

**3-4 octobre** : Fête de la section de Rodez à Saint-Eloi, repas, débats (12)

**3 octobre** : Conférence régionale du PCF Bretagne, Saint-Brieuc (22)

**3 octobre** : Stage de base, fédération de l'Oise

**3 octobre** : Fête fédérale du Tarn, à Albi, avec Fabien Roussel (81)

**3 octobre** : Fête de section à Saint-Junien, avec soutien aux aides à domicile (87)

**3 octobre** : Fête départementale, Argentan (61)

**3 octobre** : Fête départementale avec Fabien Gay, Jura

**3 octobre 15 h** : 80<sup>e</sup> anniversaire de l'ouverture du camp d'internement d'Aincourt (95)

**4 octobre** : Fête fédérale des Hautes-Pyrénées à Tarbes, avec Fabien Roussel (65)

**6 octobre** : Fête des Angles. Débat à 11 h, buvette, tombola, stands, exposition Centenaire (19)

**9 octobre 18 h 30** : « Vive la culture ! », présentation du livre *Libres comme l'art*, section du PCF, Montreuil (93)

**9-10 octobre** : **JOURNÉES D'INITIATIVES DES COMMUNISTES POUR L'EMPLOI**

**10-11 octobre** : **PGE LISBONNE. FABIEN ROUSSEL PARTICIPERA À LA CONFÉRENCE DE PRÉSIDENTS DU PGE**

**17 octobre** : Hommages/massacre du 17 octobre 1961

**17-18 octobre** : Fête des Allobroges (espace François-Mitterrand), Montméliant (73)

**24-25 octobre** : Conférence nationale de l'Union des étudiants communistes

**7-8 novembre** : Fête de l'Humanité, Toulouse (31)

**7-8 novembre** : **CONSEIL NATIONAL DU PCF**

**Cliquer ici pour connaître l'agenda des initiatives "Fête de l'Humanité autrement"**

## Une priorité

# Organiser la riposte à Macron dans l'action !

**R**éunis mardi dernier pour travailler à la mise en œuvre des décisions du Conseil national, les secrétaires départementaux-ales sont mobilisés pour une riposte du Parti à la hauteur de la gravité de la crise et de l'offensive gouvernementale. Une offensive de classe, assortie d'une surenchère sécuritaire à l'encontre de tous ceux qui contestent la politique du pouvoir. L'heure est donc à organiser la riposte à Macron dans l'action ! En préparant la journée d'action interprofessionnelle du 17 septembre et les journées de mobilisation du Parti les 9 et 10 octobre dans le cadre de notre campagne pour l'emploi. Avec l'ambition de donner un débouché à la colère et aux questions qui grandissent dans la société comme celle du scandale que constituent les milliards mis sur la table au nom de la relance qui servent à licencier, celle du pouvoir des travailleurs-euses face à ces plans de licenciements ou encore des difficultés des services publics pour faire face à la crise sanitaire et économique. Comment ? En obtenant le maximum de victoires dans les luttes et en faisant progresser une proposition forte : sortir l'emploi du marché capitaliste par une sécurité d'emploi et de formation. N'est-ce pas davantage crédible aujourd'hui qu'hier, à l'heure où des dizaines de milliards d'euros ont été dépensés pour le chômage partiel ? Donner de nouveaux pouvoirs à chaque travailleur-euse sur les choix des entreprises et un droit inédit à une formation bien rémunérée pour alterner tout au long de sa vie emploi et formation sans passer par le chômage. Et bien sûr renforcer simultanément le statut de la fonction publique. Voilà la proposition que les communistes mettent en débat. C'est en tra-

vaillant au rassemblement le plus large autour de propositions radicales pour construire « le système d'après » que nous préparerons le mieux les prochaines échéances électorales : départementales, régionales puis présidentielle et législatives. Et nos propositions seront d'autant plus audibles que nous développerons la solidarité concrète avec nos concitoyen-ne-s dans une période où la précarité et la pauvreté progressent ; et que nous saurons les enrichir de l'apport du plus grand nombre. C'est le sens de la coopérative des idées « La France en commun » (<https://www.lafranceencommun.fr>) lancée ce lundi par Fabien Roussel. ✪

**Igor Zamichiei**

membre du CEN,  
coordinateur de l'exécutif national



## L'emploi ? Carrefour des exigences, des luttes et de la politique

**Le Conseil national du PCF des 5 et 6 septembre a décidé d'engager une bataille de longue haleine pour l'emploi. Cette campagne vise à la fois une bataille d'idées et à mettre en cause les pouvoirs politiques. Il s'agit aussi d'organiser le Parti et de gagner des avancées concrètes. L'enjeu : faire le lien entre luttes existantes ou exigences populaires, et « politique ». C'est notre façon à nous de poser la question du changement politique.**

**A**insi nous aurions, d'une part, 5 revendications dans une pétition nationale (refus des licenciements et droit de contre-propositions avec des moyens financiers, embauches massives dans les services publics, augmentation des différents salaires, plan jeunes, Fonds pour l'emploi et la formation). D'autre part, nous porterions l'exigence d'institutions politiques nouvelles, incarnant cette dimension politique, des « Conférences permanentes pour l'emploi, la formation et la transformation productive écologique », au niveau territorial, régional et national, munies de fonds faisant levier sur les banques et entreprises. Nous les revendiquerons aussi dans les élections.

L'emploi est une question politique, car c'est une question de pouvoirs et de logique. Dans le capitalisme, l'emploi est traité au mieux comme un solde et essentiellement comme un coût face à la rentabilité financière du capital.

La crise frappe déjà durement (~ 800 000 emplois, pauvreté, recul historique de la consommation). Elle va frapper plus violemment encore. Le gouvernement veut faire croire qu'il fait ce qu'il peut. Or, ce n'est pas vrai. Il appuie le capital. Le plan Castex ce sont des milliards pour le capital et les profits et surtout des mots pour l'emploi et les productions écologiques !

Il faut une autre logique : au lieu de mettre l'investissement et le capital d'abord, mettre l'emploi d'abord avec une sécurité de revenu. Car l'emploi, avec la formation, est un levier d'efficacité au service d'une nouvelle production, écologique, dans nos territoires, et c'est l'investissement qui doit l'accompagner.

Nos gouvernants ont reconnu un temps qu'il fallait « sécuriser et préserver les compétences ». Mais, en fait, ils appuient les licenciements des grands groupes et confortent le principe du chômage. C'est ré-

voltant. Mais cela montre aussi le mûrissement des idées dans notre société sur lequel s'appuyer.

Donnons aux batailles sur l'emploi le sens de différents chantiers d'un système de sécurité d'emploi et de formation (SEF). Mettons en cause les pouvoirs patronaux et ceux de l'État ou des Régions qui les accompagnent. Posons dans les luttes des questions politiques : Quelle action publique sur les entreprises et les banques ? Avec quels critères et quelle démocratie ? Posons la question d'un projet de société : Précarité ou sécurité ? La SEF est un projet d'émancipation par une efficacité nouvelle, où la formation de chacune et chacun devient un but en soi, avec une réduction du temps de travail y compris tout au long de la vie, et une libération du marché du travail par une sécurité de revenu dans une mobilité de progrès, incluant d'autres activités que l'emploi ou la formation.

Au fond, notre projet de sécurité d'emploi ou de formation est un projet de société, une visée, qui donne sens aux luttes et aux différentes revendications (emploi, RTT, développement des services publics, autre production écologique, formation, salaires, qualifications, émancipation, retraite, égalité femmes-hommes, lutte contre les discriminations, droits nouveaux des travailleurs et des habitants, etc.).

Des cellules de veille et de suivi de l'emploi vont être mises en place dans les fédérations, ainsi qu'une cellule d'animation nationale.

Une pétition nationale est lancée. Elle est en ligne sur le site du Parti. Des réunions publiques peuvent être organisées et des comités de défense de l'emploi mis en place.

Les 9 et 10 octobre, dans chaque département nous allons porter nos exigences auprès des pouvoirs publics, préfets, conseils régionaux, etc., pour exiger que l'argent public et celui des banques soit utilisé pour



l'emploi, les salaires et les services publics. Nous demanderons que soient mises en place des Conférences permanentes pour l'emploi, la formation et la transformation écologique, démocratiques, dotées de pouvoirs et de moyens. ✪

**Frédéric Boccara,**

membre du CEN, responsable secteur Économie, travail, mondialisation économique, argent des entreprises

# De quoi le terme d'ensauvagement est-il le nom ?

## Comment y répondre ?

**D'abord le mot et la compagnie des dictionnaires et de livres. « Rendre sauvage, faire devenir non docile, non apprivoisé ». Et le sauvage ? « Le barbare... », « celui qui vit dans les bois » ; puis le terme s'est chargé de racisme, utilisé pour cibler « les étrangers ». Le « sauvage » devient celui qu'on rencontre dans les pays que l'homme européen croise avant de piller les richesses puis qu'il colonise.**

Et puis, la bataille idéologique. En exprimant l'idée d'un « ensauvagement » d'une partie de la société française, Gérard Darmanin est allé sur le terrain de la droite extrême et de l'extrême droite. La place Beauvau ouvre ses portes à une rhétorique raciste, d'une France fracturée, au bord de la guerre civile. L'amalgame avec la question migratoire a pour but de stigmatiser directement les citoyens français de confession musulmane et, par extension, les habitants des quartiers populaires, les pauvres, ceux qui ne sont rien... Marine Le Pen peut ainsi faire sa rentrée politique en actant bien plus qu'une victoire sémantique. Des dirigeants de droite ont apporté leurs contributions à cette opération visant à exploiter politiquement une série d'actes violents au cœur de l'été. « France orange mécanique » pour Xavier Bertrand. « Sauvagerie » pour Valérie Pécresse. Mesurant combien cette surenchère « sécuritaire » pouvait vite devenir hors contrôle, le chef de l'État a préféré parler d'une « banalisation de la violence » en évoquant les symptômes d'une société où chacun et chacune n'avait pas la même « égalité des chances ». Reste que l'installation du terme « d'ensauvagement » dans le débat public, via les chaînes d'infos en continu et les réseaux sociaux, a eu son effet dévastateur : le « sauvage » est partout.

Comment la société française réagit-elle à cette question de l'insécurité et à son exploitation politique avec comme ligne d'horizon la prochaine élection présidentielle ? Dans sa dernière étude<sup>1</sup>



sur les « Fractures françaises », le journal *Le Monde* éclaire une complexité. L'insécurité s'affirme comme une préoccupation très forte, notamment chez les plus de 60 ans, tout juste après le Covid, le pouvoir d'achat, l'avenir du système social, et à un même niveau que la protection de l'environnement. La demande d'autorité, de protection et d'ordre est là. Elle cohabite avec l'affirmation de la démocratie comme le meilleur système possible. Cette étude présente une poussée inédite en faveur de la peine de mort.

Enfin, les réponses progressistes. La sécurité est une vraie question. L'insécurité n'est pas pour beaucoup un ressenti mais une réalité douloureuse. Elle mine d'abord la vie des familles modestes confrontées aux incivilités, aux violences du quotidien, aux

délinquants, aux trafics et aux bandes de voyous. La réponse doit être éducative, préventive, policière et judiciaire. Ce qui pose la question des moyens et des objectifs que nous nous fixons à un véritable choix de société, plaçant au cœur de notre action les valeurs de la République, la laïcité, la justice sociale. Un groupe de travail va prochainement être mis en place pour mieux appréhender ces questions avec l'apport de nos parlementaires, d'élus locaux, de syndicalistes. Nous commencerons par une série d'auditions pour bien définir le champ des questions à traiter.

Le dernier mot à Aimé Césaire : « Il y a le poison instillé dans les veines de l'Europe et le progrès lent, mais sûr, de l'ensauvagement du continent. » (« Discours sur le colonialisme »).

Nous vivons un nouvel emballage. Seul un imaginaire progressiste, à la hauteur des immenses défis d'humanité, peut y répondre. Et c'est urgent pour ne pas basculer dans quelque chose, pour le coup, de véritablement sauvage. ✪

**Olivier Dartigolles**  
membre du CEN

1. Enquête réalisée depuis 2013 pour le Monde par Ipsos-Sopra Steria, en partenariat avec le Cevipof, la Fondation Jean-Jaurès et l'Institut Montaigne. Le Monde du 15 septembre.

**Fabien Roussel poursuit son tour de France des entreprises. Il était récemment aux côtés des salariés des Fonderies du Poitou et de Mecafi, de Verallia à Cognac, de Simra dans l'Oise. Pour mobiliser et gagner.**



# « Façonner la paix ensemble »



**E**n cette année de pandémie mondiale, la célébration de la Journée internationale de la paix prend une signification particulière car, comme le rappelait le secrétaire général de l'ONU, António Guterres, en mars 2020, « la furie avec laquelle s'abat le virus montre bien que se faire la guerre est une folie ». Face au virus, il est plus évident que jamais que les peuples et leurs gouvernements ne peuvent plus se comporter en ennemis les uns des autres s'ils veulent sortir de la tourmente dans laquelle la Covid-19 a plongé le monde.

La crise sanitaire est venue s'ajouter en les amplifiant aux crises sociales, économiques, écologiques et humanitaires qui mettent la planète en danger et qui sont dues essentiellement au capitalisme et à ses logiques de profit et de domination. La PAIX est la réponse politique aux exigences sociales, économiques, démocratiques, à l'urgence climatique, en développant d'autres logiques de coopération, de partage, d'entraide et de solidarité entre les peuples.

Construire la paix et développer la culture de paix, c'est un projet politique qui requiert l'engagement et la mobilisation de toutes et tous. Il est possible de faire reculer la guerre et la course aux

armements, comme le montre la campagne en faveur du Traité d'interdiction des armes nucléaires (TIAN) auquel il ne manque plus que quatre ratifications pour entrer en vigueur. Il est nécessaire de promouvoir un nouveau modèle de relations internationales, de coopération entre les peuples et de développement partagé et solidaire ; il est urgent de transformer nos modes de production, d'échanges et de consommation afin de préserver la planète.

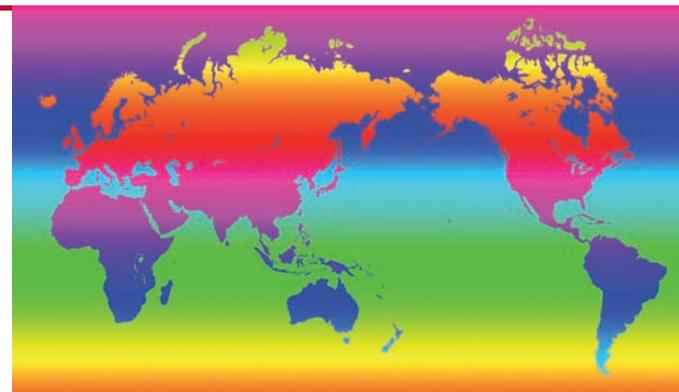
Partout dans le monde, sous les formes les plus diverses, des voix s'élèvent pour exprimer les mêmes exigences. Pour que nous puissions réellement façonner la paix ensemble, nous appelons à participer partout en France, le samedi 19 septembre 2020, aux Marches pour la paix et aux diverses initiatives publiques organisées par le Collectif « En marche pour la Paix » dont fait partie le PCF. ✪

**Alain Rouy**

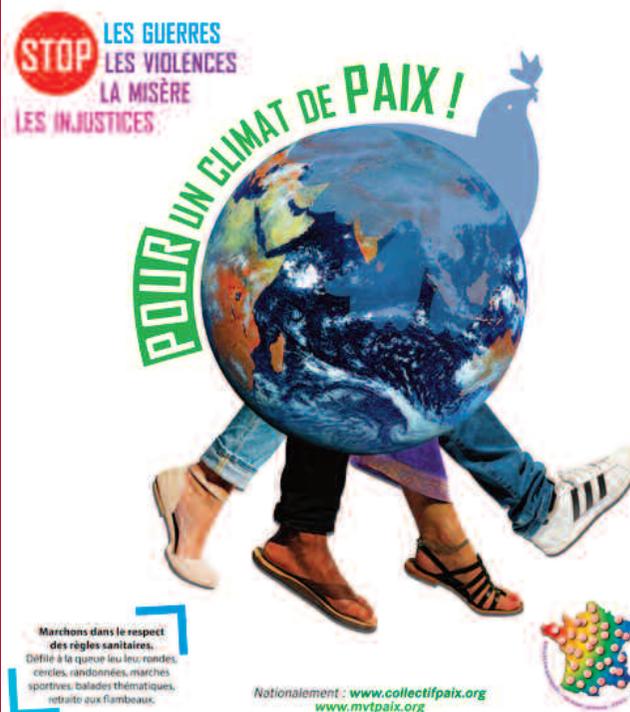
membre de la commission de Relations internationales du PCF

## **NOUS MARCHERONS**

- ✪ **pour la paix et contre les dérèglements climatiques**
- ✪ **pour la justice sociale et les droits humains**
- ✪ **pour le désarmement nucléaire.**



**Partout en France - Samedi 19 septembre 2020**  
 Dans le cadre de la Journée internationale de la Paix  
**ENSEMBLE, Marchons pour la paix, la justice sociale et les droits humains, le climat et le désarmement nucléaire**



**Le rendez-vous pour les militant.e.s d'Île-de-France est à Paris, place de la République à 15 h**

# Le MJCF à l'offensive pour cette rentrée

**L**es jeunes ne sont pas épargnés pour cette rentrée. La crise économique fait des ravages dans les rangs de la jeunesse, le taux de chômage explose chez les moins de trente ans, la précarité grandit. Dans ce contexte, le plan d'urgence du gouvernement n'arrange rien. Entre la promotion des CDD et la création de services civiques, l'exécutif nous promet une société de petits boulots payés une misère. À cette hausse de la précarité, s'ajoutent les réformes de J.-M. Blanquer dans l'éducation qui instaurent une mise en concurrence généralisée entre les établissements et les élèves, qui détériorent la qualité des études et remettent en question une éducation gratuite, accessible à toutes et tous. Les jeunes sont de plus en plus inquiets face à leur avenir.

Face à un avenir de plus en plus compromis, les jeunes communistes s'organisent. Dès les premiers jours de la rentrée scolaire, ils étaient mobilisés partout en France. Après avoir affûté leurs arguments et s'être formés durant l'été, il leur tardait de mettre leurs revendications à l'épreuve du terrain.

## Structurer au plus proche des réalités

Depuis deux semaines, les jeunes communistes sont présents, devant les lycées, sur les universités... pour organiser la riposte face aux attaques du gouvernement.

Les lycéen·ne·s sont particulièrement sensibles à la lutte pour le droit à une éducation de qualité face à la réforme Blanquer et aux inégalités qu'elle accroît. Nos solutions comme la gratuité totale du matériel scolaire, y compris les masques obligatoires, trouvent un bon écho notamment dans les lycées professionnels, où le matériel demandé peut s'élever à plusieurs milliers d'euros cette rentrée. Les revendications sur l'accès à l'enseignement supérieur pour toutes et tous ou encore la création d'un service public de l'orientation apportent des réponses concrètes aux inquiétudes des lycéennes et lycéens.

La rentrée à l'université était voulue par la ministre comme "normale". La réalité c'est que plus encore que les autres années, les étudiant·e·s seront frappé·e·s par la précarité. Les jeunes en formation sont condamnés à des conditions d'études indignes et à un salariat dégradé pour plus de la moitié d'entre eux. Les jeunes communistes répliquent avec l'exigence d'un revenu étudiant pour que chacun·e ait la chance de réussir sans avoir à choisir entre travailler pour manger et pouvoir réviser. Les jeunes travailleurs·euses, en première ligne face à la crise économique, ne sont pas en reste. Une évidence s'impose : face à la l'insécurité

de l'emploi, pour pouvoir penser leur avenir, le CDI et la titularisation doivent devenir la norme et les salaires doivent augmenter. Forts de ces propositions adaptées au quotidien de chaque jeune, nous sommes présent·e·s sur leurs lieux de vie, au plus près de leurs réalités : devant les lycées dès le 1<sup>er</sup> septembre et sans relâche depuis, dans les facs pour accueillir les nouveaux entrants avec un café et des revendications, aux sorties de métro pour populariser nos revendications auprès des jeunes travailleurs. L'accueil qui nous est fait est très bon. Partout les jeunes veulent pouvoir étudier et vivre dignement, ils comprennent vite l'intérêt du combat pour obtenir de nouveaux droits. Surtout ils savent que pour les obtenir il faut se battre ensemble et alors naturellement ils s'engagent avec le MJCF. Ils sont déjà plus de deux cents à nous avoir rejoints depuis la rentrée. Des centaines d'autres ont donné leur contact aux jeunes communistes pour être informés et nous rejoindront probablement bientôt.

## Faire vivre la solidarité et des événements populaires

Cette rentrée a aussi été encore une fois l'occasion pour les jeunes communistes de prouver qu'ils ne savent pas seulement parler mais aussi mettre en place concrètement des propositions pour une autre société. Une société de partage, de culture, de débats pour un monde meilleur, à l'image de la Fête de l'Humanité ou de leurs fêtes locales. Ils ont été nombreux à animer les événements pour la Fête de l'Humanité autrement, notamment à Rennes, Toulouse, ou encore Prouvy et dans de nombreuses fédérations.

En attendant cette société, le MJCF organise la solidarité concrètement : en emmenant plus de quarante personnes à la mer en Seine-Maritime ou en faisant vivre les valeurs du sport et de l'internationalisme autour d'un match de foot en solidarité avec la Palestine dans la Vienne. C'est la force des jeunes communistes de savoir dénoncer et combattre mais aussi proposer et revendiquer tout en agissant concrètement. Ces deux semaines de reprises en ont été un parfait exemple. Une rentrée dynamique qui engage de très bonnes dispositions pour une année qui devrait voir encore s'agrandir et s'ancre dans toujours plus de territoires le MJCF. ✪

**Clémentine Le Duey**

coordinatrice à la vie des départements du MJCF

## PCF SOUSCRIPTION (cliquez)

**Cette contribution est essentielle au fonctionnement du PCF et à son intervention dans le débat politique traversé par une large et profonde colère sociale. C'est un enjeu démocratique majeur à l'heure où tout est mis en œuvre pour réduire le débat politique au face-à-face Macron-Le Pen.**

**Je verse :** ..... € **Ma remise d'impôt sera de 66 % de ce montant.**

NOM : ..... PRÉNOM : .....

ADRESSE : .....

CODE POSTAL ..... Ville .....

**Chèque à l'ordre de "ANF PCF"**

2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

## COMMUNISTES

2, place du Colonel-Fabien - Paris 19<sup>e</sup>  
**COMITÉ DE RÉDACTION :** Igor Zamichiei (directeur), Gérald Briant, Léon Deffontaines, Yann Henzel, Méline Le Gourriérec, Delphine Miquel, Laurence Patrice, Yann Le Pollotec, Julien Zoughebi.  
**RÉDACTION :** Gérard Streiff (Tél. : 01 40 40 11 06)  
 Mèl : [communistes@pcf.fr](mailto:communistes@pcf.fr)  
**RELECTURE :** Jacqueline Lamothe  
**MISE EN PAGÉS ET MISE EN LIGNE :** Zouhair@NAKARA.info (Tél. : 06 07 99 90 81)  
 Publication du PCF sous Creative Commons BY-NC-SA



# Une coopérative des idées numérique

**U**n groupe de travail du Comité exécutif national, coordonné par Christian Picquet, a été chargé d'élaborer le projet du PCF pour faire face à la crise sanitaire et économique. Après un travail d'amendement et d'enrichissement des membres du Conseil national mais aussi des secteurs et commissions nationales du PCF, le texte intitulé « Construisons la France en commun, formons une nouvelle union populaire agissante » a ainsi été adopté par le CN.

Ce texte est mis en débat publiquement à travers un site Internet national du Parti, avec la mise en place d'« une coopérative des idées » numérique :

<http://lafranceencommun.fr> <<http://lafranceencommun.fr/>>

On peut d'ores et déjà s'y connecter et s'y créer

un compte en cliquant sur le bouton « Inscription » sur la page d'accueil.

Cette coopérative comporte de nombreuses entrées thématiques qui valorisent l'analyse et les propositions du texte concernant le sujet en question. Chaque internaute pourra les commenter et mettre en débat ses propres propositions mais aussi soutenir les suggestions mises en débat.

Il est proposé à chacune, à chacun de participer à l'animation de ce site en contribuant au contenu et à la diffusion de ces pages thématiques. En effet, afin de faire vivre le débat, on pourra réagir aux suggestions des internautes, mais également les enrichir en en proposant d'autres.

De plus, des « rendez-vous de la coopérative » en ligne concernant chaque thématique pour-

ront être programmés sur le modèle des « Facebook live » du Parti organisés pendant le confinement.

À partir des contributions et des rendez-vous de la coopérative, on pourra produire une première synthèse du débat durant l'automne selon un calendrier qui sera discuté avec les responsables de secteur/commission.

À travers cette démarche, notre ambition est bien sûr la construction de propositions largement partagées, mais nous souhaitons que cette construction soit placée au service de l'action.

Toutes et tous, vous êtes invités à être vigilant·e·s à ce qui sera proposé, à réagir, enrichir. ✪



# — LE DOSSIER: PLATEFORME NUMÉRIQUE

## Un programme pour les luttes et pour la France

**Nous vivons un moment aussi grave qu'exceptionnel. La crise sanitaire a révélé celle, globale, du capitalisme mondialisé et financiarisé. Pour la deuxième fois depuis la secousse de 2007-2008, le modèle néolibéral, qui s'est imposé à la planète depuis la fin des années 1970, révèle sa faillite.**

**L**e capital répondant à ce contexte par la volonté d'en faire payer le coût au monde du travail et au peuple, nous sommes confrontés à la menace d'un véritable tsunami social. Avec des plans de licenciements en série portant le chômage de masse à des niveaux inégalés depuis longtemps, la précarisation accentuée de tout un pan de la société, la montée des inégalités, des discriminations, du racisme, de la répression.

La question posée n'est, par conséquent, pas celle du « monde d'après », mais celle... du système d'après. Se hisser à la hauteur d'un tel enjeu de civilisation, telle est l'ambition du projet de programme, dont s'est doté le PCF et que résume son titre: « *Construisons la France en commun, formons une union populaire agissante* ». Ce document n'est pas une plateforme électorale, ni une esquisse de programme de gouvernement. C'est une autre démarche qui l'inspire: partir des objectifs et des besoins immédiats que la crise actuelle fait apparaître — en matière de santé, d'éducation, de salaires, de lutte contre la pauvreté ou de l'exigence de droits nouveaux — pour montrer pratiquement que l'on ne peut aborder ces urgences sans des mesures radicales, qui vont à la racine des problèmes, en l'occurrence la domination du capital, l'utilisation de l'argent, les pouvoirs grâce auxquels la classe possédante impose sa loi à l'immense majorité. À partir de là, il s'emploie à montrer en quoi l'exigence de ruptures immédiates ouvre la voie au projet de rupture avec les logiques dominantes que nous voulons proposer au pays. Dit autrement, il s'agit de mettre en lumière que c'est être tout simplement réaliste que d'affirmer une volonté de changement révolutionnaire. L'originalité de la démarche consiste donc à mettre en débat un programme de lutte qui est, en même temps, un programme pour la France. Elle veut nourrir d'un contenu porteur d'espoir les mobilisations immédiatement indispensables pour faire face aux désastres, sociaux et écologiques, que génère l'ordre dominant, aidant ainsi à

ce que tous ces combats débouchent, de l'échelon territorial jusqu'au plan national, sur des conquêtes changeant concrètement les rapports de force.

Plus précisément, l'objectif est de restituer, auprès de celles et ceux qui liront nos propositions, la cohérence de l'action des communistes. Jusqu'à la solution politique à travers laquelle ils appellent à changer la gauche: cette union populaire agissante qui ne saurait voir le jour à partir seulement de débats de sommet ou d'échanges entre organisations, mais doit résulter, si elle veut enclencher une véritable dynamique transformatrice, de l'intervention directe des acteurs du mouvement social, des citoyens, de la jeunesse.

Le plan choisi découle de l'approche. Il décrit d'abord les enjeux du tournant de situation. Puis il développe les solutions d'urgence exceptionnelles qu'appellent l'état désastreux maintenu de notre système de santé (en dépit des annonces du « Ségur » de la santé), une rentrée scolaire si chaotique qu'elle menace le devenir même de l'école de la République, des inégalités et des violences qui se sont développées au gré de la crise sanitaire, et depuis. Il s'efforce enfin de dessiner à grands traits l'exigence d'un autre modèle de développement.

Notre spécificité, dans ce cadre, concerne d'abord la manière dont notre proposition de sécurité-emploi-formation cherche à répondre aux aspirations à la sécurisation de tous les moments de la vie, telles qu'elles montent de la société et des luttes: elle sera, en cette rentrée, au centre de la bataille que nous initions pour l'emploi, avec les rendez-vous départementaux du 10 octobre comme premiers rendez-vous. Ou la place centrale que nous donnons aux services publics, comme leviers d'un changement global de logique. Ou encore l'articulation que nous nous employons à construire entre l'indispensable transition écologique, le besoin d'un autre mode de production et de consommation, et la reconquête industrielle si



déterminante pour l'avenir du pays. Ou encore notre appel à restaurer la souveraineté nationale et populaire, pour favoriser de nouvelles coopérations solidaires, en Europe et dans le monde. Ou les moyens que nous avançons pour prendre le pouvoir sur l'argent, changer les règles de la fiscalité, s'approprier les grands moyens de production et d'échange à l'aide notamment de nationalisations d'une nouvelle sorte, constituer un pôle financier et bancaire public afin de réorienter le crédit au service du développement humain. Ou, enfin, les nouveaux pouvoirs et institutions démocratiques qui, de l'entreprise à l'État, doivent permettre aux salariés et aux citoyens de décider enfin du destin collectif. Afin de se débarrasser de toutes les dominations, qu'elles soient patronale, patriarcale ou raciste... Ce programme a vocation à être défendu dans l'ensemble des échéances politiques. Il ne se veut pas toutefois un produit achevé. C'est pourquoi nous le mettons en débat et appelons les communistes, autant que celles et ceux qui souhaiteront y contribuer, à l'enrichir de leurs réflexions et expériences. C'est l'objet de la plateforme participative aujourd'hui mise à disposition. À chacune et chacun de s'en saisir, pour engager le débat avec nos concitoyens et construire, avec eux, une société qui mette l'humain et la planète au cœur de tous les choix. 🇫🇷

**Christian Picquet**

membre du Comité exécutif national  
responsable Mouvement des idées, intellectuel-le-s